
ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Le 29 avril 2016

PORTÉE DE L'ANALYSE

Dans ce document, nous utilisons les termes « Intema », « nous », « notre », « nos » ou « Société » pour désigner Intema Solutions Inc. Cette analyse par la direction de la situation financière et de sa performance financière doit être lue en parallèle avec les états financiers audités de notre Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, ainsi que les notes complémentaires afférentes. Les états financiers annuels ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) et adoptées par la Société dans ses états financiers annuels. Ces états financiers sont disponibles sur Sedar (www.sedar.com).

ÉNONCÉS DE NATURE PRÉVISIONNELLE

Dans la présente analyse, toutes les déclarations qui ne concernent pas directement et exclusivement des faits et données historiques constituent des énoncés de nature prévisionnelle et prospective. Ces informations expriment les intentions, projets, attentes et/ou opinions de la direction d'Intema et sont assujetties à des risques et à des incertitudes pouvant faire en sorte que les résultats ou les événements qui se produiront réellement divergent sensiblement des résultats ou des événements prévus. Outre les risques signalés à la rubrique « Politique de gestion de risques financiers » du présent document, certains facteurs sont susceptibles de faire en sorte que les résultats et les événements réels divergent. Ces facteurs incluent, sans s'y limiter, l'effet de la concurrence, la conjoncture générale, les taux d'intérêts et de change, le coût et la disponibilité du financement ainsi que l'aptitude d'Intema à attirer et à conserver des employés et des distributeurs. Aucune assurance ne peut être donnée quant à la concrétisation des résultats, du rendement et des réalisations formulés ou sous-entendus dans les énoncés prospectifs figurants aux présentes ni, le cas échéant, quant à l'obtention d'avantages qui en découleraient. Intema décline toute obligation ou intention de mettre à jour ou réviser les énoncés de nature prévisionnelle ou l'information prospective consécutivement à l'obtention de nouveaux renseignements ou lors d'événements nouveaux ou de tout autre motif que ce soit.

MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES DANS LES IFRS

Le terme BAIIA (bénéfice avant intérêt, impôt et amortissement) n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS. Par conséquent, le BAIIA peut ne pas être comparable à des mesures similaires présentées dans d'autres états financiers de sociétés. Nous définissons le BAIIA comme étant le résultat des activités poursuivies avant l'amortissement des actifs corporels et incorporels, provision pour dépréciation du goodwill et des autres actifs incorporels, intérêts, gains ou pertes sur cession d'actifs, gain sur radiation de dette, gains ou pertes sur change, charges liées aux options d'achat d'actions et impôts sur le résultat. Le BAIIA est présenté de façon uniforme d'une période à l'autre. Nous croyons que le BAIIA est un outil de mesure important puisqu'il nous permet d'évaluer les performances découlant des activités d'exploitation de la Société sans tenir compte d'éléments qui dépendent essentiellement de facteurs non liés à l'exploitation, tel le coût historique. Le BAIIA permet de comparer les performances d'exploitation de la Société de façon uniforme. Plusieurs analystes et investisseurs utilisent le BAIIA pour évaluer et mesurer la capacité de la Société à rembourser sa dette et à faire face à ses différentes obligations de paiement.

FAITS IMPORTANTS AU COURS DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2015

Le chiffre d'affaires au quatrième trimestre totalise 133 965 \$. Pour la même période de 2014, le chiffre d'affaires était de 499 206 \$.

La perte nette pour le quatrième trimestre de 2015 est de 227 397 \$ comparativement au profit net de 2 374 \$ pour le quatrième trimestre de 2014, principalement causée par la diminution des ventes de 365 241 \$ au quatrième trimestre 2015 comparativement au même trimestre de 2014, des frais de développement des affaires au montant de 17 521 \$ et de crédit d'impôt à la recherche et au développement de 34 863 \$.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont diminué de 438 564 \$ au cours du dernier trimestre de 2015 alors que pour la même période en 2014 nous avons enregistré une diminution de 91 488 \$.

Le BAIIA pour le quatrième trimestre de 2015 est de (237 734 \$) (177,5%) et pour le trimestre terminé le 31 décembre 2014, de 8 899 \$ (1,8%).

FAITS IMPORTANTS AU COURS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Le chiffre d'affaires de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 totalise 926 941 \$. Pour la même période de 2014, le chiffre d'affaires était de 1 685 673 \$.

La perte nette pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 est de 983 675 \$ comparativement au profit net de 193 463 \$ pour l'exercice correspondant de 2014, principalement causée par la diminution des ventes de 758 732 \$ au cours de l'exercice de 2015 comparativement à la même période de 2014, de l'augmentation des frais de développement des marchés au montant de 212 828 \$ et des frais de production 86 968 \$ ainsi que de la diminution du crédit d'impôt à la recherche et au développement de 40 325 \$.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont diminué de 438 564 \$ au cours de l'exercice de 2015 alors que pour la même période en 2014 nous avons enregistré une diminution de 222 438 \$.

Le BAIIA pour l'exercice de 2015 est de (778 390 \$) (17,7%) et de 297 633 \$ (17,7%) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.

Le 1 février 2015, dans le cadre d'un placement privé, la Société a émis 10 000 002 actions ordinaires au prix de 0,075 \$ l'action, pour une somme totale de 750 000 \$, ainsi que 10 000 002 bons de souscription au prix d'exercice de 0,15 \$ pendant une période de deux ans suivant la clôture du placement. Le montant du placement est présenté déduction faite des bons de souscription au montant de 204 413 \$. Des frais d'émission d'actions totalisant 65 445 \$ ont été comptabilisés en réduction de la valeur du placement privé.

Le 2 février 2015, dans le cadre d'un placement privé, la Société a émis 3 000 000 actions ordinaires au prix de 0,10 \$ l'action, pour une somme totale de 300 000 \$, ainsi que 3 000 000 bons de souscription au prix d'exercice de 0,17 \$ pendant une période de deux ans suivant la clôture du placement. Le montant du placement est présenté déduction faite des bons de souscription au montant de 77 007 \$. Des frais d'émission d'actions totalisant 19 632 \$ ont été comptabilisés en réduction de la valeur du placement privé.

Le 28 février 2015, dans le cadre d'une conversion de débetures, la Société a émis 900 000 actions ordinaires au prix de 0,10 \$ l'action, pour une somme totale de 90 000 \$. Lors de la conversion de la débeture, la juste valeur attribuée aux droits de conversion a été imputée au capital-actions. Le montant du placement est présenté déduction faite de la juste valeur des bons de souscription au montant de 11 430 \$. Un montant de 1 909 \$ a été inscrit au résultat net à titre d'intérêt implicite lors de la conversion de la débeture en capital actions.

Le 13 février 2015, la Société a émis 60 000 actions ordinaires au prix de 0,15 \$ l'action à un détenteur de bons de souscription qui a exercé son droit d'achat d'actions pour une somme de 9 000 \$. Le montant de la souscription a été augmenté, de la juste valeur qui avait été attribuée à ces bons de souscription, de 480 \$.

Le 18 février 2015, la Société a émis 100 000 actions ordinaires au prix de 0,15 \$ l'action à un détenteur de bons de souscription qui a exercé son droit d'achat d'actions pour une somme de 15 000 \$. Le montant de la souscription a été augmenté, de la juste valeur qui avait été attribuée à ces bons de souscription, de 800 \$.

Le 5 mai 2015, la Société a émis 70 000 actions ordinaires au prix de 0,15 \$ l'action à un détenteur de bons de souscription qui a exercé son droit d'achat d'actions pour une somme de 10 500 \$. Le montant de la souscription a été augmenté, de la juste valeur qui avait été attribuée à ces bons de souscription, de 625 \$.

Faits saillants financiers

Périodes terminées les 31 décembre 2015 et 2014

(En dollars canadiens- sauf pour les données liées aux actions, ratios et pourcentages)

	Pour les trois mois terminés le		Exercice financier terminé le	
	31 décembre 15	31 décembre 14	31 décembre 15	31 décembre 14
PERFORMANCE FINANCIÈRE				
Chiffre d'affaires des activités poursuivies	133 965	499 206	926 941	1 685 673
BAlIA ⁽¹⁾	(237 734)	8 899	(778 390)	297 633
Marge du BAlIA ⁽¹⁾	(177,5%)	1,8%	(82,3%)	17,7%
Résultat net	(227 397)	2 374	(983 675)	193 463
(Perte) net(te) par action - de base	(0,0033)	0,00004	(0,0148)	0,0042
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	236 949	(91 488)	(661 002)	(222 438)
SITUATION FINANCIÈRE				
Actifs totaux			2 187 990	2 126 227
Capitaux propres			1 385 852	1 249 215
Capitaux propres par action ordinaire moyen			0,020\$	0,027\$
Fonds de roulement			(24 847)	309 294
Ratio de fonds de roulement			0,97	1,37
Dette long terme (incluant la portion court terme) et composante passif des débetures convertibles			46 170	121 203
Ratio de la dette à long terme et composante passif des débetures convertibles par rapport aux capitaux propres			0,03	0,09

(1) Le terme BAlIA (bénéfice avant intérêt, impôt et amortissement) n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS. Par conséquent, le BAlIA peut ne pas être comparable à des mesures similaires présentées dans d'autres états financiers de sociétés. Nous définissons le BAlIA comme étant le résultat provenant des activités poursuivies avant l'amortissement des actifs corporels et incorporels, provision pour dépréciation du goodwill et des autres actifs incorporels, produits financiers, charges financières, charges liées aux options d'actions, intérêts, gain ou pertes sur cession ou radiation d'actifs, gains ou pertes sur change et impôts sur le résultat. Le BAlIA est présenté de façon uniforme d'une période à l'autre.

ANALYSE DE LA PERFORMANCE GLOBALE

L'année 2015 aura été importante par l'amorce d'un important virage qui influencera grandement les activités et la rentabilité de la société dans les années à venir.

Dans un premier temps, la société a subi deux événements importants, hors du contrôle de ses dirigeants, qui ont réduit son chiffre d'affaires de façon considérable; un client majeur a ralenti de façon significative ses activités et un deuxième a cessé ses opérations; cette situation explique la baisse de nos revenus pour cet exercice financier. Ces deux clients représentaient près de 1 million de dollars en revenus prévus pour 2015.

Sur une note plus positive, nous avons emménagé dans de nouveaux locaux après 16 années à la même adresse. Ceci a entraîné la relocalisation de nos salles de serveurs dans un nouveau centre de données plus efficace et avec un meilleur accès aux bandes passantes plus performantes.

Malgré les événements qui ont réduit notre chiffre d'affaires, la direction a décidé de ne pas ralentir le développement de la nouvelle version de son logiciel de marketing courriel; ainsi nous avons pu aborder le nouveau marché des petites et moyennes entreprises avec une nouvelle technologie à la fine pointe et en avance sur tout ce qui se fait sur le marché.

Le lancement de ce nouveau produit sur le marché a ainsi été devancé de 12 mois.

Ce produit, le **effyermaker**, est commercialisé à l'échelle mondiale sur Internet. Le marché répond très bien à notre proposition; de trois nouveaux clients par jour au début, nous en sommes à un rythme de 25 par jours. Nous visons atteindre plus de 100 nouveaux clients par jour avant la fin de 2016. Pour y arriver, nous devons réussir à intéresser de nouveaux investisseurs dans la société.

Notre défi pour les mois à venir est d'augmenter considérablement les ventes; nous devons donc trouver de nouvelles sources de financement. Nous sommes confiants de réussir à faire de ce produit un chef de file de ce secteur d'activités et de rivaliser avec les grands de ce monde.

ANALYSE DU COMPTE DE RÉSULTAT

CHIFFRE D'AFFAIRES

La Société met à la disposition de sa clientèle deux plateformes de courriel ainsi que la technologie pour gérer les contenus et les activités reliés aux campagnes de courriels. Elle a récemment commencé la commercialisation d'un outil qui augmente sensiblement le résultat des campagnes de courriel. De plus, la Société offre à ses clients les services professionnels nécessaires dans la réalisation des campagnes de courriel, tant sur le plan conception que technique. La Société offre aussi des services d'hébergement de site Web, d'enregistrement de noms de domaine et de référencement. Il y a très peu de variation quant au coût des produits et à la main-d'œuvre. La variation se situe au niveau de l'augmentation du coût de la vie.

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2015, le chiffre d'affaires de la Société s'est élevé à 133 965 \$ par rapport à 149 426 \$, pour au trimestre précédent.

La Société a donc baissé son chiffre d'affaires de 10,3 % en comparaison avec le troisième trimestre correspondant de 2015.

Cette baisse du chiffre d'affaires est attribuable à un client majeur qui a ralenti de façon significative ses activités et un deuxième qui a cessé ses opérations.

Pour l'exercice de 2015, le chiffre d'affaires s'élève à 926 941 \$ en baisse de 758 732 \$ (45,0 %) sur le chiffre d'affaires de l'exercice correspondant de 2014.

CHIFFRE D'AFFAIRES DES ACTIVITÉS POURSUIVIES SELON LA ZONE GEOGRAPHIQUE

PÉRIODE DE DOUZE MOIS TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE	2015		2014		Variation	
	\$CAN	%	\$CAN	%	\$CAN	%
Canada	918 568	99,1	1 658 388	98,4	(739 820)	(44,6)
États-Unis	8 373	0,9	27 285	1,6	(18 912)	(69,3)
Chiffre d'affaires	926 941	100	1 685 673	100	(758 732)	(45,0)

Au cours de l'exercice financier, l'origine géographique des clients en pourcentage a été relativement stable pour le Canada. La Société concentre ses efforts de ventes au Canada et particulièrement au Québec pour l'instant.

MARGE BRUTE

L'historique de nos coûts indique que notre marge brute varie très peu. Il n'existe pas de facteurs externes qui pourraient venir affecter notre marge brute. Contrairement à d'autres industries, nous contrôlons complètement nos prix de vente et nos fournisseurs sont soumis à une compétition saine. Le facteur main-d'œuvre peut affecter notre marge brute advenant une augmentation généralisée des salaires due à une rareté d'une main-d'œuvre spécialisée. Nous n'avons observé aucun signe externe annonçant une telle situation.

Le coût des services fournis inclut essentiellement le salaire de nos collaborateurs et le coût direct des contrats. Étant donné que la Société œuvre dans le domaine des services internet, le coût des services fournis est étroitement corrélé aux produits. En 2015, la Société a enregistré un crédit d'impôt à la recherche et au développement 235 938 \$ (276 263 \$ en 2014) en diminution du coût des services fournis. C'est donc dire qu'entre 2014 et 2015, la Société a enregistré une diminution totale des crédits d'impôt présentés en diminution du coût des services fournis de 40 325 \$.

Pour l'exercice terminé au 31 décembre 2015 la marge brute s'élève à 312 278 \$ en baisse de 1 017 667 \$ sur la marge brute de l'exercice correspondant de 2014. La marge brute en pourcentage du chiffre d'affaires s'est élevée à 33,7% pour l'exercice financier de 2015 comparativement à 78,9% pour la période correspondante de 2014. La variation des coûts directs est principalement expliquée par une hausse de l'amortissement sur les immobilisations corporelles de 41 770 \$ et une augmentation des frais de production et de communication de 71 382 \$. La variation de la main-d'œuvre directe est expliquée par la diminution de l'affectation du crédit d'impôt de 103 757 \$ ainsi qu'une charge temporaire des salaires de 14 696 \$ suite à l'acquisition d'une entreprise.

FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION

Les frais de vente et d'administration pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 se sont élevés à 884 573 \$ comparativement à 958 909 \$ en 2014. La diminution des frais de vente et d'administration est attribuable principalement aux frais de développement des logiciels de 204 760 \$ comptabilisés comme actif incorporelles et à l'augmentation des loyers pour l'exercice 2015. La plupart des frais commerciaux, généraux et administratifs sont des frais fixes. Par conséquent, même si le chiffre d'affaires a diminué, ces dépenses ne suivent pas nécessairement la même tendance.

FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2015, les frais de recherche et de développement se sont élevés à 235 938 \$, soit une baisse de 40 325 \$ par rapport à l'exercice précédent de 2015. Cette diminution est attribuable à la comptabilisation et à l'ajustement des dépenses et des taux des crédits d'impôt à la recherche et développement au cours de l'exercice.

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, les frais de recherche et de développement s'élèvent à 235 938 \$ en baisse de 40 325 \$ sur la période correspondante de 2014.

La Société continue d'investir dans la recherche et développement de ses produits pour sauvegarder ses avantages technologiques, et ce, malgré les ressources limitées en raison de la baisse des revenus.

BAIIA

Le BAIIA pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 s'est élevé à (778 390) \$ comparativement à un BAIIA de 297 633 \$ pour l'année 2014. La diminution des ventes est la raison principale de la diminution de 1 076 023 \$ du BAIIA comparativement à la même période de 2014.

RESULTAT NET

Lors de l'exercice terminé le 31 décembre 2015, la Société a enregistré une perte nette de 983 675 \$ en comparaison avec un profit net de 193 463 \$ pour l'exercice correspondant de 2014. Pour l'exercice de 2015, la diminution du résultat net est principalement causée par la diminution des ventes de 758 732 \$ comparativement aux ventes de l'exercice 2014, l'augmentation des coûts et main d'œuvre directs de 258 935 \$, le gain sur radiation de dettes de 26 500 \$, la diminution des frais de vente et d'administration de 74 336 \$ et des frais de recherches et développement au montant de 38 365 \$.

Un montant de 156 472 \$ pour les crédits d'impôt provincial de 2014, montant tel que soumis à la déclaration de 2014, a été encaissé en août 2015. Ce montant a été utilisé, en partie, pour le remboursement de l'emprunt de 100 000 \$ pour le financement des crédits d'impôt à recevoir et le paiement d'autres passifs à court terme.

Annuellement, la Société ré-estimera les actifs d'impôts différés pour s'assurer, à la lumière des éléments probants, que les actifs d'impôts méritent d'être comptabilisés comme prévu au paragraphe 37 de la norme IAS 12. De plus, les crédits d'impôt à la recherche et développement n'ont pas de date d'échéance.

STRUCTURE DU CAPITAL

L'évolution du capital-actions de la Société, au cours des deux exercices financiers correspondants, se détaille comme suit :

Nombre d'actions ordinaires en circulation	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014
Solde au début de l'année	53 793 779	35 594 799
Émission d'actions ordinaires	14 130 002	18 198 980
Nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de l'année	67 923 781	53 793 779

**Au 29 avril 2016, le nombre d'actions ordinaires en circulation était de 67 923 781.
Au cours du premier trimestre de 2016, aucune action n'a été émise.**

Le 1 février 2015, dans le cadre d'un placement privé, la Société a émis 10 000 002 actions ordinaires au prix de 0,075 \$ l'action, pour une somme totale de 750 000 \$, ainsi que 10 000 002 bons de souscription au prix d'exercice de 0,15 \$ pendant une période de deux ans suivant la clôture du placement. Le montant du placement est présenté déduction faite des bons de souscription au montant de 204 413 \$. Des frais d'émission d'actions totalisant 65 445 \$ ont été comptabilisé en réduction de la valeur du placement privé.

Le 2 février 2015, dans le cadre d'un placement privé, la Société a émis 3 000 000 actions ordinaires au prix de 0,10 \$ l'action, pour une somme totale de 300 000 \$, ainsi que 3 000 000 bons de souscription au prix d'exercice de 0,17 \$ pendant une période de deux ans suivant la clôture du placement. Le montant du placement est présenté déduction faite des bons de souscription au montant de 77 007 \$. Des frais d'émission d'actions totalisant 19 632 \$ ont été comptabilisé en réduction de la valeur du placement privé.

Le 28 février 2015, dans le cadre d'une conversion de débetures, la Société a émis 900 000 actions ordinaires au prix de 0,10 \$ l'action, pour une somme totale de 90 000 \$. Lors de la conversion de la débenture, la juste valeur attribuée aux droits de conversion a été imputée au capital-actions. Le montant du placement est présenté déduction faite de la juste valeur des bons de souscription au montant de 11 430 \$. Un montant de 1 909 \$ a été inscrit au résultat net à titre d'intérêt implicite lors de la conversion de la débenture en capital actions.

Le 13 février 2015, la Société a émis 60 000 actions ordinaires au prix de 0,15 \$ l'action à un détenteur de bons de souscription qui a exercé son droit d'achat d'actions pour une somme de 9 000 \$. Le montant de la souscription a été augmenté, de la juste valeur qui avait été attribuée à ces bons de souscription, de 480 \$.

Le 18 février 2015, la Société a émis 100 000 actions ordinaires au prix de 0,15 \$ l'action à un détenteur de bons de souscription qui a exercé son droit d'achat d'actions pour une somme de 15 000 \$. Le montant de la souscription a été augmenté, de la juste valeur qui avait été attribuée à ces bons de souscription, de 800 \$.

Le 5 mai 2015, la Société a émis 70 000 actions ordinaires au prix de 0,15 \$ l'action à un détenteur de bons de souscription qui a exercé son droit d'achat d'actions pour une somme de 10 500 \$. Le montant de la souscription a été augmenté, de la juste valeur qui avait été attribuée à ces bons de souscription, de 625 \$.

La variation des options d'achat d'actions en circulation est énumérée dans le tableau suivant :

Nombre d'options d'achat d'actions ordinaires en circulation	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014
Solde au début de l'année	1 775 000	2 850 000
Options octroyées au cours de l'année	900 000	-
Options annulées/ expirées au cours de l'année	(100 000)	(1 050 000)
Options exercées	-	(25 000)
Options d'achat d'actions en circulation à la fin de l'année	2 575 000	1 775 000
Prix de levée moyen pondéré	0,102 \$	0,10 \$

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2015, la Société a annulées 100 000 options d'achat d'actions octroyées à des non salariés à un prix d'exercice de 0,10 \$.

La charge de rémunération et autres paiements fondés sur des actions relative aux 900 000 options octroyées à des administrateurs et dirigeants pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 est de 28 980 \$ et a été comptabilisée au résultat net sous la rubrique charges liées aux options d'achat d'actions.

Aux termes du régime d'options d'achat d'actions, la Société peut de temps à autre octroyer des options à des employés, administrateurs et dirigeants de la Société. Le conseil d'administration est responsable du choix des dirigeants, administrateurs, employés et fournisseurs auxquels les options seront octroyées, de déterminer les limites, restrictions et conditions d'octroi des options, d'interpréter le régime et de prendre toutes les décisions concernant ce régime. Le prix des options ne peut être inférieur à la valeur du marché des actions au moment de l'octroi des options. Les options octroyées en vertu du régime sont susceptibles d'être exercées sur une période de un à dix ans à partir de la date d'octroi.

TRÉSORERIE

PÉRIODE DE DOUZE MOIS TERMINÉE LE	31 décembre 2015	31 décembre 2014	Écart
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles poursuivies	(661 002)	(222 438)	(438 564)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement poursuivies	(443 996)	(190 830)	(253 166)
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement poursuivies	941 864	637 336	304 528
Flux de trésorerie affectés aux activités abandonnées	-	-	-

Augmentation (Diminution) nette de la trésorerie et équivalents	(163 134)	224 068	(387 202)
--	------------------	----------------	------------------

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Les flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles ont été de (661 002) au cours de l'exercice 2015 alors que pour la même période en 2014, ils avaient été de 222 438 \$. La variation de (438 564) \$ est principalement attribuable au profit net de l'exercice, net de la variation des éléments hors caisse liés aux activités opérationnelles.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement ont été de (443 996 \$) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 et de (190 830 \$) en 2014. La variation est attribuable à l'acquisition d'immobilisation en 2015.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont été de 941 864 \$ pour l'exercice 2015 ((637 336 \$) pour 2014), attribuables principalement aux émissions d'actions de 999 423 \$ (825 217 \$ en 2014), au remboursement des dettes de 11 280 \$ (157 204 \$ en 2014) et au remboursement des obligations découlant de contrats de location-financement de 40 279 \$ (30 677 \$ en 2014).

Fonds de roulement

Composantes du fonds de roulement

	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014	Augmentation (diminution) du fonds de roulement
Trésorerie	82 458	245 592	(163 134)
Clients et autres débiteurs	321 388	475 041	(153 653)
Travaux en cours	90 838	172 922	(82 084)
Frais payés d'avance	90 730	106 142	(15 412)
Crédits d'impôt à la recherche et développement remboursables	145 193	156 472	(11 279)
Avantage du personnel	(235 652)	(299 790)	64 138
Fournisseurs et autres créditeurs	(282 244)	(340 093)	57 849
Dettes à court terme	-	(90 000)	90 000
Produits perçus par anticipation	(140 066)	(25 926)	(114 140)
Versements sur contrats de location-financement	(51 322)	(33 616)	(17 706)
Partie court terme des passifs financiers non courants	(46 170)	(57 450)	11 280
	(24 847)	309 294	(334 141)

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2015, le fonds de roulement de la Société a diminué de 334 141 \$ comparativement au 31 décembre 2014.

SITUATION DE LA TRÉSORERIE

Face aux conditions difficiles des dernières années, la Société a réévalué le calendrier de ses stratégies d'investissement et a restructuré ses dépenses de manière à faire face à ses problèmes sur le plan des liquidités. Ces actions prudentes ont mené à la réduction ou report des dépenses et à l'amélioration de la marge bénéficiaire. De plus, la Société a remboursé complètement la marge de crédit bancaire.

Certains facteurs entraînant des variations trimestrielles ne sont pas forcément révélateurs des résultats futurs de la Société. Le volume de travail émanant de certains clients peut varier d'un trimestre à l'autre en fonction de leur cycle conjoncturel et du caractère saisonnier de leurs propres activités.

En règle générale, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation sont susceptibles de fluctuer considérablement d'un trimestre à l'autre en fonction du moment où d'importants clients effectuent leurs paiements mensuels, ainsi que des dates de réception des divers crédits d'impôt.

Le risque de liquidité consiste en la possibilité que la Société ne puisse s'acquitter de ses obligations financières à leur échéance. La Société gère le risque de liquidités en faisant un suivi serré de sa trésorerie afin de s'assurer de maintenir un niveau suffisant pour pourvoir à ses obligations financières dans un avenir prévisible. La Société établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour rencontrer ses obligations. Une bonne partie des besoins de la Société sont comblés par les flux de trésorerie générés par ses opérations. Au cours des derniers exercices, la Société a principalement financé son expansion par voie d'émission d'actions, de dette à long terme et de débetures convertibles. Au 31 décembre 2015, la Société est en retard pour les remboursements de prêts de Développement Économique Canada.

Selon les projections financières internes, Intema prévoit que les flux de trésorerie issus des activités de la Société seront suffisants pour subvenir à ses besoins en liquidités dans les douze prochains mois. En ce moment, la Société n'a aucun autre crédit disponible outre les prêts garantis par le crédit d'impôt à la recherche et développement.

RISQUES ET INCERTITUDES

Liquidité. Dans le cours normal de ses activités, Intema Solutions Inc. est exposée à un certain nombre de risques pouvant éventuellement nuire à son rendement. La capacité de la Société à réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses passifs est tributaire de la collaboration soutenue de ses prêteurs et actionnaires. La Société a mis en place un placement privé en plus de préparer une conversion de dettes en actions et un financement à court terme des crédits d'impôt pour la recherche et développement de 2014 et de 2015. Ces fonds ont servi à améliorer le fonds de roulement de la Société et s'assurer qu'elle peut procéder au développement et la commercialisation de nouveaux produits.

Concurrence. Nous gérons avec beaucoup de discipline l'ensemble des opérations de la Société. Nos processus ont été mis au point afin de s'assurer que nos employés livrent nos produits et services de façon constante et conforme aux spécifications. Cette façon de gérer contribue au taux élevé de succès d'Intema en matière d'obtention de nouveaux contrats et de rétention des contrats en main. Intema a comme concurrents des développeurs de solution CRM internationaux, nationaux et régionaux. Ces développeurs représentent un risque lié à la concurrence en ce qui a trait à la capacité de la Société d'attirer des clients et d'exercer ses activités avec succès.

La Société surveille de près l'évolution de la concurrence et de l'économie sur les marchés qu'elle sert afin de déterminer sa compétitivité au sein de chaque secteur. Intema, par sa taille, dispose de beaucoup de flexibilité par rapport à ses principaux compétiteurs. De plus, la Société investit constamment dans le développement de ses solutions logicielles de façon à s'adapter rapidement à l'évolution des marchés.

Disponibilité et coût des professionnels qualifiés. Au sein du secteur des technologies de l'information, le personnel qualifié fait l'objet d'une forte demande. Au cours des dernières années, nous avons réussi à attirer et retenir un personnel compétent. Nous croyons qu'Intema est un employeur apprécié dans le secteur des TI.

INTÉGRITÉ DES INFORMATIONS FINANCIÈRES

Notre conseil de direction est responsable de mettre en place et de maintenir des systèmes d'informations et de contrôles en place, garantissant la fiabilité des renseignements diffusés autant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Société. La Société a mis en place une politique de communication avec les actionnaires, les autorités réglementaires compétentes et le public. L'objectif de cette politique est de s'assurer que l'information divulguée est complète et pertinente. La Société annonce les changements importants par voie de communiqués de presse en temps opportun. Les communiqués de presse sont révisés et approuvés par les administrateurs et sont portés à la connaissance du public conformément aux politiques stipulées de la Bourse de Croissance TSX. La Société informe ses actionnaires lors des assemblées des actionnaires ainsi qu'au moyen de communiqués de presse, d'états financiers trimestriels et annuels.

Le comité de vérification, composé en majorité d'administrateurs indépendants, a comme mandat de faire rapport au conseil d'administration et d'évaluer a) l'intégrité des états financiers et de l'information connexe de la Société. b) la conformité de la Société aux exigences applicables prévues par les lois et règlements. c) l'indépendance, les compétences et la nomination de l'auditeur indépendant de la Société. d) la conformité de la Société avec les lois et règlements. e) la responsabilité de la direction quant aux rapports sur les contrôles internes.

NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (IFRS)

Les états financiers annuels ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

	2015	2014
Montants inclus dans les charges financières		
Charges d'intérêts engagées auprès d'un administrateur	-	1 171

Les opérations entre parties liées ont lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange.

ENGAGEMENTS

La Société s'est engagée, en vertu de baux, à payer 622 170 \$ avant le 31 décembre 2019. Les versements s'établissent comme suit au cours des quatre prochains exercices : 2016 - 161 279 \$; 2017 - 154 068 \$, 2018 - 153 412 \$ et 2019 - 153 412 \$.

ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

Le 19 avril 2016, la Société a émis une débenture convertible d'une valeur nominale de 100 000 \$ échéant le 19 avril 2018 et portant intérêt au taux de 10 %. Les intérêts sont payables semestriellement. La débenture convertible ne comporte aucune garantie et est convertible en actions au taux de 0,05 \$ par action ordinaire pour les premiers douze mois et de 0,10 \$ l'année suivante. Les frais de courtier se composent de 10 000 \$ et 150 000 bons de souscription au taux de 0,05 \$ pour les premiers douze mois et de 0,10 \$ jusqu'à l'échéance le 19 avril 2018.

Rendement financier historique par trimestre de la Société.

	2015	2015	2015	2015	2014	2014	2014	2014
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Chiffre d'affaires des activités poursuivies BAIIA ⁽¹⁾	133 965 (237 734)	149 426 (217 215)	305 795 (163 305)	337 755 (160 136)	499 206 8 899	424 499 95 488	480 409 158 377	281 560 34 869
Marge du BAIIA ⁽¹⁾	(177,5%)	(145,4%)	(53,4%)	(47,4%)	1,8%	22,5%	33,0%	12,4%
Résultat net	(227 397)	(279 330)	(190 611)	(286 337)	2 374	79 726	107 513	3 850
Résultat net par action								
- de base	(0,0033)	(0,0044)	(0,0033)	(0,0042)	0,00004	0,0019	0,0029	0,0001
Actions en circulation	67 923 781	67 923 781	67 923 781	67 853 781	53 793 778	54 354 126	42 899 799	42 899 799
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	236 949	(86 436)	(440 367)	(371 148)	(91 898)	(112 454)	151 168	(169 254)

(1) Le terme BAIIA (bénéfice avant intérêt, impôt et amortissement) n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS. Par conséquent, le BAIIA peut ne pas être comparable à des mesures similaires présentées dans d'autres états financiers de sociétés. Nous définissons le BAIIA comme étant le résultat provenant des activités poursuivies avant l'amortissement des actifs corporels et incorporels, provision pour dépréciation du goodwill et des autres actifs incorporels, produits financiers, charges financières, charges liées aux options d'actions, intérêts, gain ou pertes sur cession ou radiation d'actifs, gains ou pertes sur change et impôts sur le résultat. Le BAIIA est présenté de façon uniforme d'une période à l'autre.

VARIATIONS TRIMESTRIELLES

Certains facteurs entraînent des variations trimestrielles qui ne sont pas nécessairement révélatrices de nos résultats futurs. Nos revenus de services professionnels et d'intégration ont un caractère saisonnier et les résultats trimestriels de ces activités se ressentent de certains éléments comme les vacances et le nombre de jours fériés au cours d'un trimestre donné. Le cycle de vente de nos solutions logicielles est réparti sur plus d'un trimestre ce qui pourrait avoir un effet important sur les variations des ventes trimestrielles.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction est responsable de la mise en place et du maintien de systèmes de contrôle à l'égard de l'information financière afin de fournir l'assurance raisonnable que les données financières sont fiables conformément aux IFRS. Le président et Chef de la direction ainsi que le Chef de la direction financière-conseil, se fondant sur leur évaluation de ces contrôles pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, ont conclu que la conception du contrôle interne est efficace en ce qui concerne l'information financière et n'a pas apporté de changement aux contrôles internes à l'égard de l'information financière, au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2015, qui pourrait influencer ou être susceptible d'influer de façon importante sur le contrôle interne d'Intema à l'égard de l'information financière.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Le Chef de la direction et le Chef de la direction financière-conseil de la Société sont responsables d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information, tel que défini par le Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

INSTRUMENTS FINANCIERS

JUSTE VALEUR

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

- Niveau 1 – évaluation fondée sur les prix non ajustés cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques ;
- Niveau 2 – techniques d'évaluations fondées sur des données autres que le prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix) ;
- Niveau 3 – techniques d'évaluations fondées sur une part importante de données relatives à l'actif ou au passif qui n'est pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie pour lequel une donnée importante a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur.

La valeur comptable des actifs et des passifs financiers à court terme se rapproche de leur juste valeur compte tenu de leur réalisation prévue à court terme.

La juste valeur du placement est classée selon le niveau 2 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur. La juste valeur du solde de prix de vente à recevoir, de la dette à long terme et de la composante passif des débetures convertibles est classée selon le niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

La juste valeur de la dette à long terme et de la composante passive des débetures convertibles est déterminée en fonction des flux de trésorerie futurs actualisés. La juste valeur du solde de prix de vente à recevoir est déterminée au moyen de l'actualisation des flux de monétaires futurs de l'accord de financement actuel, selon les taux d'intérêt offerts sur le marché pour des prêts comportant des conditions et des échéances semblables.

POLITIQUE DE GESTION DE RISQUES FINANCIERS

La Société évolue dans une industrie comportant divers risques financiers : le risque de marché (incluant le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix), le risque de crédit et le risque de liquidité. Afin de réduire au minimum les effets négatifs sur son rendement financier, la Société exerce une gestion de la trésorerie centralisée qui permet de définir, d'évaluer et de couvrir les risques financiers.

A) RISQUES DE MARCHÉ

Risque de change

La Société réalise la majorité de son chiffre d'affaires en monnaie locale, ce qui minimise les risques de marché liés aux fluctuations des monnaies étrangères. La Société n'a donc pas recours à des instruments financiers dérivés pour minimiser son risque de change.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt auquel est exposée la Société découle de ses emprunts à court et long terme. Les emprunts à taux variables exposent la Société au risque de variation des flux de trésorerie en raison de la fluctuation des taux d'intérêt, tandis que les emprunts à taux fixes exposent la Société au risque de variation de la juste valeur.

La dette à court terme, la dette à long terme et une portion des débetures convertibles portent intérêt à taux variables et exposent donc la Société au risque de variation des flux de trésorerie. Une portion des débetures convertibles portent intérêt à taux fixe et exposent la Société au risque de variation de la juste valeur.

Une augmentation / diminution de 50 points de base des taux d'intérêt entraînerait une augmentation / diminution du résultat net et du résultat global de 310 \$ / (310 \$) (267 \$ / (267 \$) en 2014).

La Société analyse de façon continue son exposition au risque de taux d'intérêt et examine les options de renouvellement et de refinancement qui lui sont disponibles pour minimiser ce risque.

Risque de prix

La Société est exposée à un risque de prix limité étant donné la nature de ses activités.

B) RISQUE DE CRÉDIT

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société sont détenus ou émis par des institutions financières à charte Canadienne. Ainsi, la Société considère que le risque de non-performance de ces instruments est négligeable.

Le risque de crédit de la Société est principalement attribuable à ses clients et autres débiteurs ainsi qu'aux instruments financiers dérivés.

La Société consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Elle effectue de façon continue des évaluations de crédit à l'égard de ses clients et assure un suivi rigoureux des soldes dus. Au 31 décembre 2015, 30 % des comptes clients, déductions faites de la provision pour créances douteuses, étaient à recevoir de deux clients (31 % au 31 décembre 2014 étaient à recevoir de deux clients).

Les comptes clients sont portés à l'état de la situation financière déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la Société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. L'incertitude entourant la probabilité de perception peut découler de divers indicateurs comme la détérioration de la solvabilité d'un client ou le report de la perception lorsque l'ancienneté des factures dépasse les modalités habituelles de règlement. La direction revoit régulièrement les comptes clients, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

Compte tenu de ce qui précède, la Société est d'avis que le risque de crédit n'est pas significatif.

Pour les autres créances, la Société évalue de façon continue les pertes probables et constitue une provision pour pertes en se fondant sur leur valeur de réalisation estimative.

C) RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité représente le risque que la Société éprouve des difficultés à honorer ses engagements lorsqu'ils viennent à échéance. La direction analyse le niveau de liquidités de la Société de façon continue pour s'assurer d'avoir suffisamment de liquidités pour respecter ses engagements. Afin de s'assurer de disposer des liquidités nécessaires pour remplir ses obligations à court terme, la Société maintient des modalités de paiement avec ses clients semblables à celles dont elle dispose auprès de ses fournisseurs. De plus le financement de la Société est assuré par des emprunts à long terme et ses facilités de crédit à court terme, permettant d'assurer des ressources financières suffisantes pour faire face à ses obligations financières aux moments requis.

La Société procède actuellement au renouvellement de ses facilités de crédit.

SEDAR

De l'information additionnelle sur la Société est disponible sur SEDAR (www.sedar.com).

LE 29 AVRIL 2016

(signé)

Roger Plourde
Chef de la Direction

(signé)

Robert Deslandes, CPA, CMA, MBA
Chef de la Direction Financière-conseil